

# LE TEMPS

---

Crédit Samedi 23 mai 2009

## Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne risquent de perdre leur «AAA»

Par Myret Zaki

### L'agence de notation Standard & Poor's envisage de dégrader la dette britannique. Aux Etats-Unis, le découvert public enfile lui aussi à perte de vue

Les finances publiques des deux plus grandes économies de la planète ont connu une dégradation historique. A présent, la Grande-Bretagne et peut-être les Etats-Unis, après avoir recouru à l'endettement effréné pour le sauvetage de leurs secteurs bancaires, pourraient voir leurs bons du Trésor perdre leur notation «AAA». La perte de la qualité de crédit maximale pour ces deux pays, dont la dette était considérée, avant la crise, comme la plus sûre au monde, entraînerait l'affaiblissement de la livre sterling et du dollar, et une montée en flèche de leurs coûts de financement.

Jeudi, Standard & Poor's a remis en cause la notation «AAA» de la Grande-Bretagne en réduisant les perspectives du pays de «stables» à «négatives», pour la première fois depuis que l'agence de notation s'est mise à analyser, en 1978, les finances publiques britanniques. S & P estime que le taux d'endettement public «pourrait s'approcher de 100% du PIB britannique d'ici à 2013, et rester à ces niveaux à moyen terme». Un niveau «incompatible avec une notation «AAA» aux yeux de Standard & Poor's», souligne le rapport. La détérioration a été plus rapide que prévu. En janvier, S & P estimait que l'endettement passerait de 49% du PIB en 2008 à 83% en 2013.

La veille, le FMI avait aussi averti la Grande-Bretagne qu'elle devait faire plus d'efforts pour enrayer le dérapage de ses finances publiques. Pour l'heure, S & P maintient la note AAA du pays. Mais elle la réexaminera à la mi-2010. «Nous pourrions l'abaisser si nous concluons que le prochain gouvernement ne parviendra pas à orienter les finances du pays sur une trajectoire sûre de désendettement», conclut l'agence.

#### Réduire le déficit budgétaire

«Le gouvernement britannique ne considère pas la réduction du déficit comme sa première priorité. Nous estimons qu'il ne se montre pas à la hauteur de la responsabilité qu'implique le défi de la dette publique», s'inquiète Michael Saunders, économiste de Citigroup, dans une note aux investisseurs.

Aux Etats-Unis, la dette publique enfile elle aussi à perte de vue. Le plus récent rapport de Standard & Poor's date du 13 janvier. L'agence y avait maintenu sa note AAA et ses perspectives stables, tout en prévoyant une «détérioration significative de la situation fiscale» aux Etats-Unis. Elle estimait que le taux d'endettement public passerait de 42% du PIB à 75% d'ici à 2011, sous l'effet cumulé des sauvetages bancaires et des 1000 milliards de dollars de stimulation fiscale. Les analystes de S & P notaient aussi que, avec une dette extérieure s'élevant à 240% des recettes du compte-courant fin 2008, le pays devenait très «vulnérable à la volonté des investisseurs internationaux de continuer ou non d'investir en dollars».

Alors que Standard & Poor's prépare son nouveau rapport pour les Etats-Unis, le ton pourrait être plus

alarmiste qu'en janvier, l'administration Obama n'ayant pas montré, elle non plus, que son objectif prioritaire était le désendettement.

Les avertissements lancés à la Grande-Bretagne ont mis la puce à l'oreille de Washington. Vendredi, le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, s'est engagé à réduire le déficit budgétaire, qui atteint 13% du PIB américain, à 8,5% l'an prochain, puis à 6% en 2011, parlant même d'«objectif d'importance critique». Ces promesses peuvent permettre aux Etats-Unis de s'éviter des perspectives négatives de Standard & Poor's, et la perte d'attractivité qui s'ensuivrait pour les bons du Trésor et le dollar. Les Etats-Unis sont conscients de la nécessité d'empêcher que les agences de crédit ne sèment le moindre doute quant à leur capacité d'emprunt, qui doit être perçue comme intacte jusqu'à ce qu'ils finissent de financer leurs politiques de sauvetages et de stimuli fiscaux.

#### **Question de temps**

«Les Etats-Unis finiront par perdre leur notation AAA», pronostique néanmoins Bill Gross, le stratège de Pimco, numéro un mondial de la gestion obligataire, dans une interview à Bloomberg TV, «même si ce n'est pas quelque chose qui se produira du jour au lendemain». Selon le gourou de Wall Street, «les marchés financiers commencent à anticiper cette possibilité».

**LE TEMPS** © 2009 Le Temps SA